



Service Environnement, Sous-Produits,
Alimentation Animale et Pharmacie

ANGERS, le 10/01/2023

Cité Administrative - 49047 ANGERS Cedex 01

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



SÉCHET CHAINDRIE (GAEC)

La Chaindrie
49360 YZERNAY

Références : 2022_12_21 RapportInspection SECHET CHAINDRIE

Code AIOT : 0054902469

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/12/2022 dans l'établissement SÉCHET CHAINDRIE (GAEC) implanté La Chaindrie - 49360 YZERNAY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a été réalisé dans le cadre de l'instruction de la demande de création d'une nouvelle quarantaine sur caillebotis et dans le cadre suivi des élevages relevant de la directive dite I E D.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SECHET CHAINDRIE (GAEC)
- La Chaindrie - 49360 YZERNAY
- Code AIOT : 0054902469
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Élevage de porcs de type naisseur-engraisseur ayant une capacité de 340 truies et 2 798 places d'engraissement.

Les animaux sont majoritairement sur caillebotis et la quarantaine actuelle est sur litière paillée.

L'alimentation est des porcs est fabriquée sur place et les surfaces exploitées sont fertilisées avec les effluents produits et du digestat. Il existe un repreneur d'effluent et la phase solide de l'engraissement ainsi qu'une partie du lisier sont exportées dans une unité de méthanisation collective.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
9	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
10	Applicabilité des programmes d'actions nitrates	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
17	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	/	Sans objet
2	Intégration dans le paysage et propreté	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	/	Sans objet
3	Recensement des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	/	Sans objet
4	Propreté - Insectes - Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	/	Sans objet
5	Aménagement des locaux - Imperméabilité - Étanchéité	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I	/	Sans objet
6	Stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	/	Sans objet
7	Accessibilité de l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	/	Sans objet
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	/	Sans objet
11	Collecte des eaux de pluie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	/	Sans objet
12	Rejets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25	/	Sans objet
13	Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-I	/	Sans objet
14	Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-II	/	Sans objet
15	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	/	Sans objet
16	Cahier d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	/	Sans objet
18	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en application complète de la M T D 30 a 13 est à prévoir et il faudra s'assurer de la vidange régulière pour le projet de quarantaine à venir.

L'objectif de rendement est à respecter et il va procéder à la couverture des sols durant l'interculture longue.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
Constats : Les bâtiments exploités pour la production porcine correspondent à ceux autorisés et le projet de quarantaine n'est pas effectué. Le fonctionnement de l'installation est identique hormis le départ hebdomadaire de la phase solide du TRAC à destination de l'unité de méthanisation collective. La capacité est respectée avec un effectif de 327 truies et/ou verrats, 97 cochettes non saillies, 1 005 porcelets de moins de 30 kg, 694 porcelets dont certains disposent d'un poids supérieur à 30 kg, et 1 526 porcs charcutiers. Le total des porcs de production s'élève à $97 + 1526 + 694 = 2\,317$ en y intégrant l'ensemble des porcelets de 2 ^{ème} age pour une capacité autorisée de 2798. Le projet de la nouvelle quarantaine va permettre de mettre les cochettes en quarantaine à partir d'un poids de 35 kg au lieu de 70 kg à ce jour (auto-renouvellement). Cette modification entraîne une augmentation de 79 places de porcs de production (2.8 %).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Intégration dans le paysage et propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
Constats : Les abords des bâtiments sont correctement entretenus même s'il existe une zone d'entreposage temporaire de matières usagées en attente d'enlèvement. La haie située le long de la voie communale est présente ainsi que celle qui a été créée lors des dernières constructions. Cette dernière va être déplacée plus au sud dans le cadre de la création de la nouvelle quarantaine. La haie périphérique de la fosse bateau béton n'est plus existante et l'ouvrage est nettoyé et il est pour le moment non utilisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Recensement des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables, sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.
Constats : Le plan de masse actualisé montre clairement les points stratégiques à l'aide de pictogrammes vis-à-vis des dangers.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Propreté – Insectes – Rongeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.</p> <p>Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.</p>
<p>Constats : L'entretien général des porcheries est satisfaisant et aucun amas de poussières n'a été constaté.</p> <p>La lutte contre les insectes est réalisée par vos soins à l'aide de Néporex et quelques salles présentent des infestations moyennes de mouches ; une attention particulière est à apporter à ce point pour ne pas avoir de développement d'infestation.</p> <p>Il n'a pas été constaté la présence de rongeurs ou de cavités dans et aux abords des porcheries.</p> <p>Le lavage est effectué par vos soins et vous avez investi dans un robot laveur en mai 2021 pour soulager cette étape. Un second passage de finition est assuré par le salarié.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Aménagement des locaux – Imperméabilité – Étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée : Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sols des enclos, « des volières, » des vérandas et des bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.</p> <p>À l'intérieur des bâtiments d'élevage, de la salle de traite et de la laiterie, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition n'est pas applicable aux enclos, « aux volières, » aux vérandas et aux bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.</p> <p>Les aliments stockés en dehors des bâtiments, à l'exception du front d'attaque des silos en libre-service et des racines et tubercules, sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.</p>
<p>Constats : Le sol et les murs des porcheries présentent une étanchéité et aucun constat d'écoulement ou de suintement de lisier.</p> <p>Pour la partie quarantaine sur paille (ancienne stabulation), les murs sont constitués de tubulures.</p> <p>Le projet de nouvelle est prévue avec une construction traditionnelle sur caillebotis (structure identique à celle présente sur le site) et il est prévu une vidange fréquente du lisier via des bondes.</p> <p>La participation à l'unité de méthanisation collective entraîne un départ hebdomadaire de toute la phase solide du séparateur (environ 12 tonnes) et pour éviter les transferts de lisier sur le second site, vous avez opté pour reprise hebdomadaire du lisier des porcelets (environ 20 à 25 m³).</p> <p>Le deux fumières utilisées pour la phase solide des racleurs sont désormais "sous utilisées" dans la mesure où l'enlèvement est fréquent. Aucun désordre constaté sur les parois des ouvrages.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.</p> <p>Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1^{er} juin 2005 et avant le 1^{er} janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1^{er} janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p>
<p>Constats : Les deux fosses circulaires couvertes sont utilisées pour le stockage du lisier destiné à l'épandage en complément du volume disponible en préfosse. Les chapiteaux sont en bon état et les bâches sont maintenues avec des sangles (absence de grillage au pourtour mais niveau de protection satisfaisant).</p> <p>Les regards de contrôle des fosses sont présents et le contrôle des dispositifs montre une étanchéité des ouvrages.</p> <p>Le pourtour des fosses est empierré à un niveau inférieur, permettant ainsi à l'eau de pluie de s'écouler dans le milieu naturel et à ne pas avoir de risque d'entrée d'eau dans l'ouvrage.</p> <p>La petite fosse couverte (point de pompage du lisier des porcelets) dispose de bondes trouées, qui font office de surverses en cas de problème. Ainsi, le lisier s'écoule par gravité dans une fosse couverte, sans possibilité de déversement dans le milieu naturel.</p> <p>Les fumières de 50 m² disposent d'une déclivité assez importante et les éventuels jus sont maintenus dans l'ouvrage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Accessibilité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p>
<p>Constats : Les accès aux installations sont de bonne qualité et ils sont aisés.</p> <p>Dans le cadre de la biosécurité, il est prévu de clôturer l'enceinte des installations mais les accès sont maintenus par des portes et/ou portillons.</p> <p>Les abords sont correctement entretenus et en dehors de la petite zone de stockage temporaire de matériels usagés (sud de la porcherie des truies), il n'existe aucun dépôt de matière à évacuer.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés : - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</p> <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p>Constats : La défense externe est assurée par le plan d'eau situé au sud des installations et le chemin d'accès est carrossable. La défense interne est assurée par des extincteurs dont l'entretien a été effectué en novembre 2022. L'affichage des numéros d'appel n'a été contrôlé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p>
<p>Constats : Les installations électriques ont été contrôlées par l'APAVE le 21 décembre 2021 et il a été relevé 18 anomalies.</p> <p>Une partie des non-conformités a été traitée par votre installateur et le nouveau contrôle est à prévoir pour respecter le rythme annuel de la surveillance.</p> <p>Les éléments justificatifs de remise en état n'ont pas été présentés et ils doivent être classés dans votre registre des risques.</p> <p>Le plan présent dans votre dossier d'actualisation montre clairement les zones à risques.</p> <p>Les défaillances électriques sont une source non négligeable de sinistre en élevage et une attention particulière est à apporter à ce point.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 10 : Applicabilité des programmes d'actions nitrates

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Dans les zones vulnérables aux pollutions par les nitrates, délimitées conformément aux dispositions des articles R.211-75 et R.211-77 du Code de l'environnement, les dispositions fixées par les arrêtés relatifs aux programmes d'action pris en application des articles R.211-80 à R.211-83 du Code de l'environnement sont applicables.
<p>Constats : Le plan prévisionnel de fumure ainsi que le cahier d'épandage de la saison 2020-2021 ont été vérifiés.</p> <p>Les éléments prévus par la réglementation sont présents et il a été constaté les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présence du calcul de la moyenne olympique; - Objectif de rendement supérieur à la moyenne calculée pour la culture du maïs et pour les prairies temporaires (objectif à 115 quintaux pour 110.6 calculés pour les îlots 5 pierrière, îlot 6 verdeau, îlot 6 champ de croix, îlot 9 aire anglaisière, îlot 10 dessus étang chandrie, îlot 14 ouche thierry, îlot 15 grand royer, îlot 26 les pinières, îlot 26 terrena, îlot 26 pin bouchet, et objectif de 9 tonnes d'herbe pour 6 tonnes calculées pour les îlots 2 pré pérone, îlot 9 autour anglaisière et îlot 12 petit royer. Ce constat a déjà été fait et il faut utiliser les moyennes calculées pour établir votre prévisionnel. <p>Pour mémoire, il est possible de d'augmenter le niveau de fertilisation de la culture mais il faut être en mesure de justifier celui-ci, par l'utilisation d'un outil de pilotage.</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'eau d'irrigation est comptabilisée dans le prévisionnel mais la valeur fertilisante de cet apport n'est pas pris en compte dans le cahier d'épandage. <p>Le cahier d'épandage est erroné sur la valeur fertilisante apportée par les différents apports sur les parcelles irriguées.</p> <p>En effet, l'eau d'irrigation qui est une source à part entière d'azote pour la culture, n'est pas comptabilisée et le nombre d'unités efficaces additionnées aux apports organiques et minéraux montrent le dépassement de la dose calculée.</p> <p>ex. : Aire Anglaisière : culture de maïs avec irrigation et un objectif de rendement de 115 quintaux</p> <p>Le prévisionnel indique un besoin global à couvrir de 253 unités et une fourniture du sol de 116 unités dont 16 sont apportées par l'eau d'irrigation. L'apport calculé est donc de $272 - 116 = 156$ unités efficaces</p> <p>Le cahier d'épandage montre les différents apports (organique et minéral) entre le 5 mars et 24 avril 2021. Le total des apports s'élèvent à 240 unités d'azote total pour 155 unités efficaces, soit 1 unité sous la dose calculée. L'apport d'eau d'irrigation est notée dans le cadre supérieur mais l'apport des 16 unités efficaces ne sont comptabilisés avec les effluents et les engrais ; si nous ajoutons 155 unités aux 16 unités nous obtenons 171 unités efficaces pour 156 calculées. L'apport ne respecte pas la dose calculée maximale sans compter la majoration de l'objectif de rendement.</p> <ul style="list-style-type: none"> - présence de bordereau de transfert d'effluent dûment complété et signé. <p>Par ailleurs les îlots n° 15 et 9 dont les surfaces étaient en maïs ne disposent pas de couvert (cannes non broyées et non enfouies). La couverture après une culture de maïs est possible soit par l'implantation d'une culture intermédiaire piège à nitrate, soit par une dérobée (végétal récolté ou pâturé), soit en effectuant un mulch des cannes (broyage et enfouissement superficiel), soit par un semis sous couvert.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Collecte des eaux de pluie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.
Constats : Les eaux de pluie sont gérées par des fossés drainant et aucun désordre n'a été constaté aux abords des bâtiments.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Rejets directs d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.
Constats : Il n'a pas été constaté de rejet d'effluent dans les eaux souterraines.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-I
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les bâtiments sont correctement ventilés. L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage. En particulier, les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments sont proscrites. Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : <ul style="list-style-type: none">- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ;- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ;- dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées.
Constats : La ventilation des porcheries est assurée de manière correcte et le niveau d'odeur perceptible est assez réduit, même si les salles de post-sevrage montrent une concentration supérieure. L'utilisation des racleurs en engraissement ainsi que le départ hebdomadaire de la phase solide participent également à une baisse du niveau odorant. La couverture des deux fosses constitue une protection efficace vis-à-vis des dégagements d'ammoniac et du risque de diffusion des odeurs. Les dépôts de poussières dans les porcheries sont peu présents compte tenu de l'entretien régulier des infrastructures. Le bâtiment abritant la fabrique d'aliment est plus sujet à la présence de poussières et le contrôle externe est satisfaisant. Les installations internes n'ont pas été contrôlées. Les chemins d'accès sont correctement entretenus et une partie des abords a été végétalisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-II
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Gestion des odeurs. L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes.
Constats : L'installation a été conçue et construite de manière à limiter les désagréments pour le voisinage. L'éloignement vis-à-vis des tiers ainsi que l'absence de maison tiers sous les vents dominants sont des éléments favorables à la maîtrise des nuisances odorantes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.</p> <p>En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.</p> <p>Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur.</p> <p>Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p>Constats : Les animaux de petites tailles sont dans un congélateur et il existe une plate-forme de stockage pour le bac d'équarrissage (coté droit de l'accès aux installations) qui facilement accessible pour le service de collecte.</p> <p>De manière à améliorer cette thématique, il est prévu de créer un abri réfrigéré (environ 20 m²), pour limiter les risques d'échauffement des cadavres de grandes tailles et pour améliorer l'aspect visuel du dépôt. Ainsi, les collectes pourront être plus espacées et il est prévu de collecter et de stocker les eaux de lavage de cet enclos directement dans la fosse couverte attenante.</p> <p>Les éventuelles odeurs liées à la putréfaction des cadavres seront également réduites et mieux maîtrisées.</p> <p>Il a été constaté la présence d'un cadavre de truie stocké sur la dalle et aucun écoulement n'est présent.</p> <p>La fermeture de ce local permettra de ne pas avoir d'animaux errant à proximité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
Thème(s) : Élevage, Dossier
<p>Prescription contrôlée : Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les superficies effectivement épandues ; 2. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article 27-2 et les surfaces effectivement épandues est assurée ; 3. Les dates d'épandage ; 4. La nature des cultures ; 5. Les rendements des cultures ; 6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ; 7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ; 8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe). <p>Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.</p> <p>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus.</p> <p>Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p>Constats : Le plan prévisionnel de fumure ainsi que le cahier d'épandage sont présents. Les éléments constitutifs sont présents et les bordereaux avec le repreneur sont dûment complétés. Concernant l'exportation de matière vers l'unité de méthanisation collective, il existe un état récapitulatif des enlèvements qui sont classés chronologiquement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
Thème(s) : Élevage, Dossier
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. "L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier."</p> <p>Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la 1^{ère} déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020.</p>
<p>Constats : La déclaration GEREP a été effectuée pour l'année écoulée, ce qui permet de s'assurer du niveau d'excrétion des différentes catégories d'animaux ainsi que de la quantité des émissions atmosphériques. Les résultats montrent le respect des valeurs des meilleures techniques disponibles n° 3, 4 et 30.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41
Thème(s) : Élevage, Dossier
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles.</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article L.181-14 du Code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R.515-59 du Code de l'environnement. L'installation respecte les niveaux d'émission.</p> <p>L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.</p>
<p>Constats : La porcherie d'engraissement dispose d'une séparation de phase par raclage (MTD 30a 3), tandis que les logements des truies disposent de préfosse dont la vidange est régulière (MTD 30a 0). Actuellement, la vidange des préfosse (truies) s'effectue au regard du niveau de lisier présent sous les animaux. La mise en œuvre de la reprise régulière du lisier (1 000 m³ par an), de l'activité de post sevrage, va permettre de libérer du volume dans les deux fosses couvertes et il faudra prévoir une vidange tous les deux mois pour réduire au maximum les dégagements d'ammoniac (cf page L43/274 de la décision 2017/302 du 15 février 2017).</p> <p>Concernant le post-sevrage, la MTD n° 30a 13 prévoit la mise en place d'un lit d'eau pour obtenir une couche isolante afin réduire la surface de contact avec le fond de la préfosse. Le descriptif de cette technique est présent à la page L43/276 de la décision et il est prévu de conserver l'eau de nettoyage pour créer le lit de protection ainsi qu'un ajout d'eau complémentaire pour obtenir une hauteur de 12 à 15 cm.</p> <p>Selon vos déclarations, l'eau de lavage est conservée dans la préfosse mais vous ne procédez pas au complément d'eau imposé par cette technique. Une action correctrice est à prévoir pour respecter la MTD choisie ou choisir une autre MTD en démontrant le respect du niveau d'émission de l'activité de post-sevrage (kg d'ammoniac /place /an).</p> <p>Il est à noter la présence d'une gestion nutritionnelle à partir de la fabrique d'aliment à la ferme et d'un niveau d'excrétion respectant les MTD n° 3 et 4.</p> <p>Le niveau d'excrétion des animaux est réduit de 4.45% d'azote et de 10.2 % de phosphore par rapport à une alimentation biphase dite standard. Le niveau d'émission en ammoniac étant directement corrélé avec celui de l'excrétion et du mode de logement, le calculateur GEREP montre une réduction de 4 514 kg par an. Le respect des valeurs par catégorie d'animaux (kg de NH₃ /place /an) est démontré.</p> <p>Le projet sera réalisé sur caillebotis et il est prévu une évacuation fréquente du lisier (1 à 2 fois par semaine). Il convient de prévoir des aménagements pour permettre cette vidange régulière.</p> <p>Concernant le bilan réel simplifié destiné à calculer le niveau d'excrétion, il faut différencier les truies des cochettes en appliquant le principe suivant :</p> <p>truie = animal ayant mis bas + cochettes saillies (comme pour la définition des équivalents)</p> <p>cochette = animal destiné à la reproduction et n'ayant pas été inséminé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois